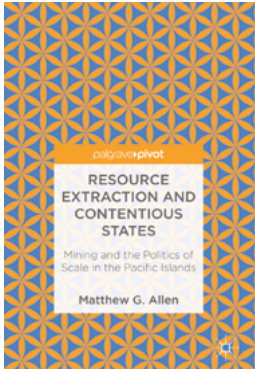


Matthew G. Allen

***Resource Extraction
and Contentious States.
Mining and the Politics of Scale
in the Pacific Islands***



Palgrave Macmillan, 2018,
148 pages, ISBN : 9789811081194,
51,99 €

Matthew Allen, géographe spécialiste des questions de politique des ressources naturelles et professeur en études du développement à l'Université du Pacifique Sud, à Suva (Fidji), propose dans ce livre court, dense et très clair un cadre d'analyse des conflits liés à l'extraction des ressources naturelles et en particulier à l'activité minière. Il a construit ce cadre à partir d'études de cas menées principalement aux îles Salomon ainsi qu'à Bougainville, île et province de Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'auteur s'appuie également sur sa longue expérience de terrain dans la région, en particulier aux îles Salomon. L'argument central, relevant de l'écologie politique, est que l'industrie extractive génère une politique conflictuelle des ressources qui est spatialisée et dont la compréhension passe par l'analyse des paysages sociaux, politiques et écologiques préexistants dans laquelle l'activité extractive s'insère (p. 3).

L'organisation du livre, charpentée autour de deux études approfondies, de cas comparatifs plus rapides et d'une analyse contrefactuelle, alimente un cadre théorique qui se situe à l'interface entre géographie humaine, écologie politique et études insulaires. La présentation de ces propositions passe par une discussion critique d'écoles de pensée traitant des conflits sur les ressources et de la politique extractive sur un mode réducteur et souvent normatif : la thèse de la « malédiction des ressources », le canevas *greed and grievance*, les explications ethniques, celles insistant sur la criminalisation des conflits.

Le livre est organisé en six chapitres. Le premier présente le cadre théorique en le situant par rapport à d'autres approches de la question. Les chapitres 2 et 3 sont consacrés à la crise de Bougainville qui a fait entre 10 000 et 20 000 morts entre 1988 et 1997 (pour une population estimée à 180 000 habitants en 2000). Son déclenchement immédiat, les attaques et la fermeture de la mine d'or et de cuivre de Panguna, est mis en perspective (chapitre 2) dans le cadre, d'une part, de tensions croissantes depuis les années 1970 entre Bougainville et le gouvernement central de Papouasie-Nouvelle-Guinée, débouchant sur le sécessionnisme de la Bougainville Revolutionary Army, et, d'autre part, de la montée d'un clivage intergénérationnel au sein des propriétaires fonciers impactés par la mine (qui sont aussi souvent salariés de la mine), et plus largement de la dimension interne à Bougainville du conflit. Ouverte en 1972 sous la colonisation australienne, celle-ci était l'une des plus grandes mines de la planète et elle a fourni en moyenne 17 % de ses revenus au gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée après l'indépendance en 1975, représentant 40 à 50 % des recettes d'exportation du pays. Le chapitre 3 traite du débat autour

de la possible réouverture de la mine. Cette réouverture est discutée depuis plus d'une dizaine d'années par le gouvernement autonome de Bougainville, installé en 2005 dans le cadre du processus de paix ayant débuté en 1997 et marqué par plusieurs événements : la signature de l'accord de paix de Bougainville en 2001, la loi minière de Bougainville de 2014 et, postérieurement à la publication de ce livre, le référendum d'autodétermination de 2019 – qui s'est soldé par une victoire écrasante du « oui » à l'indépendance (98,3 % pour une participation de 87,6 %).

Le chapitre 4 porte sur le conflit violent qui a frappé les îles Salomon de 1998 à 2003, lors duquel la question minière a également joué un rôle important – mais moins central qu'à Bougainville –, à côté de la conflictualité croissante de la question foncière, en lien avec l'installation à Guadalcanal de migrants venus d'autres îles de l'archipel, en particulier de Malaita. Une force internationale de sécurité menée par l'Australie sera envoyée en 2003 et restera dans le pays jusqu'en 2017. Le chapitre 5 permet d'élargir la comparaison au-delà des deux cas détaillés de Bougainville et Guadalcanal, *via* trois études plus courtes de configurations minières aux Salomon : Gold Ridge, à Guadalcanal ; les deux projets d'extraction du nickel, à Isabel et à Choiseul ; et l'exploitation de la bauxite, à Rennel. Enfin, le chapitre 6 propose une analyse contrefactuelle visant à consolider l'argument général du livre, en confrontant les cas insulaires examinés aux enclaves extractives de l'île principale de Nouvelle Guinée. Ces enclaves sont le théâtre de conflits récurrents et le niveau de violence peut y être très élevé, comme à Porgera, mais elles n'ont pas connu l'émergence de revendications irrédentistes.

Matthew Allen fonde sa démonstration sur le concept d'« espace gouvernable »

mobilisé par le géographe Michael Watts pour étudier les effets de l'industrie pétrolière dans le Sud du Nigeria⁴. Michael Watts, qui emprunte la notion au sociologue britannique Nikolas Rose⁵, définit les espaces gouvernables comme des configurations spécifiques de ressources, territoires, pouvoirs et identités, articulées dans le cadre de jeux d'échelles relationnels et hiérarchisés (p. 19-21). Allen adapte le schéma de Watts aux contextes insulaires océaniques en proposant trois grands types d'espaces gouvernables : les espaces/échelles de la propriété foncière coutumière (empruntant ici à l'anthropologue Colin Filer), de l'insularité et de la nation (les catégories de Watts étaient celles de la chefferie, de l'autochtonie et du nationalisme). Il situe le lieu d'origine – mais pas nécessairement la cause première – des conflits à Bougainville et à Guadalcanal dans les tensions internes à l'échelle de la propriété foncière coutumière, exacerbées par les enjeux d'accès et de contrôle des revenus de l'extraction. Cet espace – à la fois territoire politique et échelle d'action – a été transformé par le colonialisme et, plus récemment, par le capitalisme extractiviste, en lien avec d'autres territoires et échelles d'action allant du local au global, dans le cadre d'« arrangements scalaires » (*scalar fixes*), compromis négociés et souvent conflictuels autour des enjeux de distribution, de représentation et de reconnaissance. À cet égard, l'île (*islandism*) apparaît comme un échelon clé dans le déploiement de cette politique scalaire, entité administrative coloniale/postcoloniale devenue arène de confrontation et espace de cristallisation

4 Watts, M. (2004). Resource Curse? Governmentality, Oil and Power in the Niger Delta, Nigeria, *Geopolitic*, 9(1), 50-80.

5 Rose N. (1999). *Powers of Freedom*, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511488856>

de revendications souveraines à caractère nationaliste dans le cas Bougainville. L'une des articulations entre échelles qui ressort de manière déterminante des études de cas analysées par Matthew Allen (en particulier Guadalcanal et Bougainville) est celle liée aux mobilités générées par l'économie extractive (plantation et mine). L'afflux de migrants (nationaux dans le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Salomon, à la différence par exemple de situations ouest-africaines ; voir en particulier les travaux de Jean-Pierre Chauveau sur la Côte d'Ivoire⁶) transforme le jeu foncier (vente de terres aux autochtones) et crée des tensions à la fois entre les autochtones et les migrants et entre les générations au sein de la population locale.

Le livre de Matthew Allen constitue une contribution à la fois empiriquement étayée et théoriquement stimulante à l'analyse de la politique de l'extractivisme et des conflits portant sur les ressources naturelles. Intégrant de manière innovante la question insulaire à une réflexion sur les relations sociospatiales inspirée de David Harvey, cet excellent ouvrage s'adresse à une audience large, allant au-delà des seuls spécialistes de la mine et du Pacifique Sud.

Pierre-Yves LE MEUR
IRD, UMR GRED

6 Chauveau, J.-P. (2005). Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernementalité locale en pays gban (Côte d'Ivoire). *Afrique contemporaine*, 214(2), 59-83. <https://doi.org/10.3917/afco.214.0059>